



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Chapitre 6. Petit dossier rétrospectif de l'agriculture française

J. Poitevin

Citer ce document / Cite this document :

Poitevin J. Chapitre 6. Petit dossier rétrospectif de l'agriculture française. In: Économie rurale. N°79-80, 1969. pp. 101-128;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1969.2039>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1969_num_79_1_2039

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Chapitre 6

PETIT DOSSIER RETROSPECTIF DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

par Jean POITEVIN *

Les limites du domaine et de la période considérés

La constitution d'une documentation statistique sélective sur l'évolution de l'agriculture française suppose un choix fort embarrassant entre des informations qui se font plus abondantes à mesure qu'elles se rapprochent de la période actuelle. Pour rassembler sous une forme pratique et dans un volume acceptable une telle documentation de base, il fallait avant tout résister à la tentation de l'exhaustivité. C'est pourquoi les vingt-six tableaux qui composent ce dossier n'envisagent l'agriculture française que sous son aspect global et laissent notamment de côté un grand nombre d'informations concernant les diversités régionales. Le caractère rétrospectif du présent ouvrage nous imposait de rechercher des séries remontant aux années d'avant-guerre (1930-1938) ou comportant au moins une référence comparable dans la période d'avant-guerre ; avouons que nous n'y sommes pas toujours parvenus. Nous avons cru cependant devoir conserver des séries qui nous semblaient intéressantes, bien que ne remontant guère au-delà de 1950.

Les sources statistiques

Les sources statistiques utilisées se réduisent à deux : l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et le Ministère de l'Agriculture. La tâche nous a été grandement facilitée par deux publications rétrospectives relativement récentes : l'Annuaire statistique de la France — Résumé rétrospectif — I.N.S.E.E., 1966, et la Statistique agricole : rétrospectifs 1930-1964, Ministère de l'Agriculture, 1966 (1). Pour ce qui concerne les comptes de la branche « agriculture et sylviculture », nous avons puisé la matière des tableaux dans trois importants numéros de la revue « Etudes et Con-

joncture » consacrés aux comptes de la nation (2). Signalons toutefois, qu'au moment où nous rédigeons ces lignes, la publication d'une nouvelle série de comptes nationaux établis sur la base de l'année 1962, est sur le point de paraître. En outre, nous pouvons espérer pour 1969 la publication des premiers résultats du recensement de la population de 1968, et de l'enquête sur les structures agricoles de la même année. Il ne serait pas surprenant qu'à la lumière de ces nouveaux résultats on soit amené à réviser partiellement l'interprétation actuelle des tendances récentes de l'agriculture.

Rappel de quelques précautions à prendre dans la comparaison des statistiques

Ce dossier voulant être essentiellement un objet de réflexions, nous avons reproduit dans leur intégralité, chaque fois que c'était possible, les séries chronologiques publiées, afin de permettre au lecteur de vérifier par lui-même les interprétations qui en sont données, et de se forger une opinion. A ce propos il convient de rappeler que le caractère hétérogène des statistiques n'autorise pas sans réserves n'importe quelle comparaison ni n'importe quelle combinaison entre les données. Signalons en particulier deux facteurs d'hétérogénéité des données statistiques présentées dans ce dossier.

En premier lieu, il n'y a pas identité absolue entre l'« Agriculture » des recensements ou des enquêtes agricoles, celle du recensement de la population et celle des comptes nationaux. La première notion relève d'une définition statistique (d'ailleurs variable dans le temps) de l'exploitation agricole ; la seconde se réfère à la notion statistique de population occupée dans les exploitations agricoles ; les comptes nationaux, pour leur part, considèrent l'agriculture tantôt comme une branche définie par ses produits, quelle que soit la nature de l'entreprise

* Maître de conférences à l'E.N.S.A. de Grignon.

L'annexe statistique a été préparée avec la collaboration de Jacqueline Prod'homme, ingénieur E.N.S.A.G.

(1) Notons également les récents annuaires de statistique agricole du Ministère de l'Agriculture, 1965 et 1967.

(2) Etudes et Conjoncture, revue mensuelle de l'I.N.S.E.E. ; numéros : 12, décembre 1963 ; 6, juin 1967 ; 5-6, mai-juin 1968.

qui les crée, tantôt comme un secteur constitué par les entreprises dont l'activité principale a pour résultat la création des produits agricoles. Il ne faudrait donc pas, par exemple, tenir pour un résultat indiscutable le quotient de la production finale de la branche « agriculture et sylviculture » par le nombre total des exploitations agricoles de la même année ; la production moyenne par exploitation ainsi obtenue aurait toutes chances d'être à la fois sous-estimée du fait de l'élimination des intra-consommations de l'agriculture, et surestimée du montant de la production agricole et sylvicole apparue en dehors des exploitations agricoles.

En second lieu, il faut prendre garde, dans l'étude des séries chronologiques, aux discontinuités qui correspondent à des modifications intervenues dans

les méthodes ou les bases d'établissement de ces séries. Nous nous sommes efforcés de respecter de telles discontinuités dans la présentation des tableaux. En outre, lorsque nous avons juxtaposé dans un même tableau des résultats non exactement comparables, nous avons indiqué en note les principales différences affectant ces résultats (voir par exemple les notes des tableaux 6 et 7).

C'est donc à dessein que nous avons pris très peu de libertés dans la présentation des tableaux statistiques, ajoutant seulement quelques calculs de pourcentages, pour en rendre la lecture plus suggestive. En bref, il nous a semblé préférable de remettre au lecteur une matière brute, choisie aux sources les moins discutables, quitte à en faciliter l'accès par les commentaires très libres qui suivent.

ELEMENTS DE REFLEXION SUR L'EVOLUTION GLOBALE DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Les éléments de réflexion proposés ici, s'organisent autour de trois questions que nous avons cru pouvoir dégager de l'étude des tableaux statistiques présentés dans ce petit dossier. Première question : L'agriculture française est-elle encore la première « industrie » nationale ? Seconde question : La forte croissance de la productivité en agriculture n'est-elle pas la réaction de défense d'un secteur gravement handicapé ? Troisième question : l'agriculture disperse-t-elle son effort d'investissement dans des structures périmées ? Les problèmes évoqués ci-dessus n'ont aucune prétention à l'originalité ; ils sont par ailleurs largement développés dans le corps du présent ouvrage. Ils ne peuvent pas constituer non plus la synthèse des préoccupations que suscite l'évolution de l'agriculture française puisque les disparités internes à l'agriculture ne sont pas prises en considération. Que le lecteur accepte ces questions comme un simple auxiliaire de sa réflexion personnelle, comme l'une des voies de pénétration parmi beaucoup d'autres, dans la sombre forêt des statistiques. Ajoutons enfin qu'on ne trouvera pas ici de réponses toutes faites aux questions posées, mais plutôt des éléments d'information débouchant sur de nouvelles questions.

L'agriculture française est-elle encore la première « industrie » nationale ?

Le terme d'industrie est employé ici dans un sens général que les anglo-saxons utilisent plus volontiers que les francophones ; il s'agit de l'agriculture considérée comme une activité, parmi les autres activités (ou branches) productrices de biens ou de services.

Que l'agriculture perde progressivement de son poids relatif dans l'économie des nations industrielles sous la pression conjuguée de la croissance et du développement économique, plus personne ne l'ignore ni le conteste. Mais un certain nombre de personnes semblent éprouver des difficultés à concevoir ou à accepter que l'agriculture puisse céder la première place qu'elle occupait depuis des millénaires en tête des activités productrices de biens ou de services. Cette étape historique a-t-elle déjà été franchie par l'agriculture française ? La réponse dépend du point de vue auquel on se place.

Malgré la chute rapide de la population active agricole, l'agriculture représente encore en 1968 le groupe professionnel le plus nombreux ; mais pour combien de temps ?

En 1936, l'agriculture pouvait se prévaloir du poids numérique de sa population active dans la vie économique et politique de la nation ; elle occupait à elle seule plus du tiers de la population active totale, soit un pourcentage supérieur à celui des industries, du bâtiment et des travaux publics réunis. Mais la part de la population active agricole tombait aux environs de 20 % lors du recensement de 1962 et à moins de 16 % selon les estimations de 1967 (cf. tableau 1).

Cette chute en valeur relative que l'on peut observer dans toutes les nations industrielles, semble s'accompagner en France d'une augmentation du taux de décroissance des effectifs absolus. En effet, entre 1949 et 1967, selon les estimations de l'I.N.S.E.E., l'agriculture aurait perdu 44 % de sa population active à un taux annuel moyen de — 2,9 % (période 1949-1958), passant à — 3,5 % après 1959

(cf. tableaux 2A et 2B) (3). Dans l'ensemble de la population active agricole, les effectifs des salariés auraient diminué un peu plus rapidement, subissant de 1949 à 1967 une amputation globale de 50 %, à un taux annuel moyen qui, lui aussi, tendrait à s'accroître (cf. tableaux 2 A et 2 B).

En partant de ces indications sommaires et globales, nous pouvons tirer plusieurs enseignements sur l'évolution de la population active de la branche agricole :

1° De 1949 à 1967, le salariat agricole se situe aux environs de 20 % de la population active agricole, avec une légère tendance à la diminution. Rien ne permet de discerner actuellement dans les statistiques, l'amorce d'une montée relative du salariat en agriculture. Il n'est toutefois pas exclu que le recensement de la population de 1968 et l'enquête sur les structures agricoles de la même année, apportent des faits nouveaux dans ce domaine.

2° Dans la mesure où l'extrapolation des taux de variation des effectifs occupés dans les différentes branches peut avoir une signification, il est permis de supposer que dans sept ans le commerce emploiera à lui seul plus de personnes que l'agriculture. Cependant cette échéance sera loin de marquer l'aboutissement du puissant mouvement de contraction qui affecte la population active agricole. En effet, dans cette hypothèse qui nous transporte vers 1975, l'agriculture française occupera encore un peu plus de 11 % de la population active totale. Ce pourcentage, qui peut paraître déjà faible, a cependant été franchi en baisse par l'agriculture de l'Allemagne de l'Ouest dès 1965.

3° Il serait intéressant de replacer la population active agricole dans l'ensemble des actifs participant directement à ce que l'on pourrait appeler la « fonction alimentaire » de la nation. Cette « fonction alimentaire » serait principalement assurée par l'agriculture, les industries agricoles et alimentaires, et le commerce de l'alimentation. Ne disposant pas de données suffisamment détaillées sur le commerce, nous avancerons, sous toutes réserves, les pourcentages suivants : 30 % de la population active totale était occupée dans la « fonction alimentaire » en 1959 contre 23 % en 1967. Notons que le poids relatif des actifs agricoles dans cette « fonction » reste prépondérant malgré sa diminution ; il passe en effet de 75 % en 1959 à 70 % en 1967.

Mesurer l'importance relative de l'agriculture par le nombre de ses travailleurs ne représente qu'un point de vue de la question. La prise en considération de la valeur ajoutée brute va nous permettre de mieux apprécier la perte de poids relatif de l'agriculture dans l'économie nationale.

(3) Le découpage en deux périodes correspond simplement à la présentation des tableaux.

L'agriculture est dépassée par le bâtiment et les travaux publics en ce qui concerne la valeur ajoutée brute.

En deux mots, l'agriculture (représentée par la branche « agriculture et sylviculture » dans les comptes nationaux) a été détrônée de la première place qu'elle détenait parmi les vingt-quatre branches productrices de biens ; le fait remonte aux environs de 1964. Mais voyons plus précisément de quoi il s'agit. Lorsqu'on veut montrer l'importance économique de l'agriculture, on fait souvent état d'arguments du genre suivant : « par la valeur de sa production, l'agriculture dépasse les plus grandes industries ». Et l'on avance pour preuve « que la valeur de la production du lait représente à elle seule deux fois le chiffre d'affaires de la Régie Renault ; que la production agricole dans son ensemble est supérieure, en valeur, aux produits des industries du pétrole, de la chimie et du caoutchouc réunis, etc... ». Tout ceci est exact (cf. tableau 17). Mais dans ces conditions, les industries agricoles et alimentaires dépassent depuis longtemps l'agriculture elle-même, car dans la valeur de leur production, entre pour une part importante la valeur des produits de l'agriculture achetés et transformés par elles. Aussi est-il préférable de prendre la valeur ajoutée brute pour terme de comparaison des branches. La valeur ajoutée brute (V.A.B.) d'une branche est la différence entre la production de cette branche et ses achats courants de biens et services aux autres branches (consommation intermédiaire). La valeur ajoutée brute d'une branche représente la contribution propre de cette branche à la création de la valeur de sa production finale, à ceci près que les amortissements imputables à cette production ne sont pas déduits de la valeur ajoutée brute. Or, si l'on excepte les grandes branches de services (qui sont un peu un fourre-tout), l'agriculture était en effet, jusqu'en 1963, la première « industrie » française par sa valeur ajoutée brute, dans la nomenclature en 29 branches des comptes de la nation. En 1964, elle était dépassée par la branche du bâtiment et des travaux publics, et elle risque d'être délogée de sa seconde place, à plus longue échéance, par les industries agricoles et alimentaires ou par une autre branche industrielle. Comment l'agriculture en est-elle arrivée là ?

La production agricole croît deux fois moins vite que la production moyenne des branches.

La diminution spectaculaire de la main-d'œuvre agricole n'a pas empêché la production agricole de croître en volume d'une façon modérée mais soutenue. Il est couramment admis que la production agricole a retrouvé son niveau d'avant-guerre vers 1949 (cf. tableau 15). Depuis cette date jusqu'à 1967, si l'on en juge après un raccordement approximatif avec les indices de volume fournis par les

comptes de la nation (cf. tableau 16), le volume de la production agricole se serait accru de près de 70 % au taux annuel moyen de + 2,5 % de 1949 à 1959 et de + 3,9 % de 1959 à 1967. Bien que les deux séries sur lesquelles porte le calcul de ces taux ne soient pas absolument comparables, il semble que le rythme de l'expansion de la production agricole en volume tende à s'accélérer au cours des années récentes. Mais malgré cette tendance, les indices de volume du tableau 16 nous montrent que dans la période récente l'agriculture est largement distancée dans la course à la production par l'ensemble des branches qui progresse à peu près deux fois plus vite.

La prise en considération de la valeur ajoutée brute nous amène à une conclusion analogue. Les tableaux 19 A et 19 B donnent, en francs courants, l'évolution de la consommation intermédiaire de la branche agricole. Les deux séries de comptes sont établies sur des années de base différentes, en sorte que leur raccordement par des non-spécialistes est fortement déconseillé. Nous nous contenterons donc de constater à l'intérieur de chaque série, une nette augmentation de la consommation intermédiaire exprimée en pourcentage de la production ; pour la seconde série, par exemple, la proportion passe de 23,7 % en 1959 à 27,8 % en 1966. Cependant la V.A.B. de l'agriculture poursuit sa croissance en volume : + 37 % de 1949 à 1959 ; + 19 % de 1959 à 1966. Mais la comparaison entre les indices de volume de la V.A.B. agricole et ceux de la production intérieure brute (4) nous amène à constater une fois de plus le retard relatif de l'agriculture : retons que la V.A.B. de l'agriculture croît environ deux fois moins vite que la production intérieure brute. La conséquence la plus remarquable est une chute rapide de la contribution relative de l'agriculture à la formation de la production intérieure brute. La V.A.B. de la branche agriculture et sylviculture, exprimée en pourcentage de la production intérieure brute, tombe en effet de 15,4 % en 1949 à 8,3 % en 1966 (cf. tableaux 20 A et 20 B).

On ne peut manquer d'être frappé par la disproportion entre ces 8,3 % de la production et les 16 % que représentent les actifs agricoles dans la population active totale. Nous pressentons déjà que l'agriculture traîne ses trois millions de personnes actives comme un fardeau qui ne s'allège pas assez vite.

La forte croissance de la productivité en agriculture n'est-elle pas la réaction de défense d'un secteur gravement handicapé ?

La productivité mène-t-elle les agriculteurs vers la parité de leurs revenus avec ceux des autres caté-

(4) La production intérieure brute est égale à la somme des valeurs ajoutées brutes des branches, plus les droits et taxes sur importations.

gories professionnelles ? C'est ce que nous allons examiner en nous référant à deux remarquables études dans lesquelles M. Vincent (5) présente des résultats intéressants sur l'évolution des productivités de la branche agricole (cf. tableaux 4 et 5).

L'agriculture passe en tête du peloton dans la course à la productivité (productivité brute du travail et productivité globale des facteurs).

1° Associée à une croissance modérée de la production, la forte diminution de main-d'œuvre entraîne un taux élevé d'accroissement de la productivité brute du travail.

Contrairement à une opinion commune, la croissance appréciable de la productivité brute du travail en agriculture n'est pas un phénomène nouveau. D'après les travaux déjà cités de M. Vincent, le taux annuel moyen d'accroissement de la productivité brute du travail par personne active de l'agriculture s'élevait à 2,4 % sur la période 1929-1938 (6). Ce taux plaçait déjà l'agriculture au troisième rang des 21 branches étudiées (cf. tableau 4). Après une éclipse partielle qui rejette l'agriculture aux environs du rang médian, celle-ci se distingue à nouveau en se détachant très nettement au premier rang des 15 grandes branches étudiées, avec un taux corrigé de 7,7 % par an dans la période 1956-1963. Cette poussée est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne également d'une notable progression de la productivité globale des facteurs. Nous y reviendrons, après avoir exposé quelques observations qui concernent la productivité brute de la terre.

2° La productivité brute de la terre augmente un peu plus vite que la production agricole, du fait d'une diminution de la surface agricole utile.

N'en déplaise aux nostalgiques du plein emploi à tout prix des terres cultivables, la surface agricole utile (S.A.U.) de la France diminue, et ceci ne date pas d'hier. Pour rendre comparables les données du tableau 7, il faut incorporer aux surfaces toujours en herbe des années antérieures à 1956, environ un million d'hectares de pacages et parcours qui figuraient avant cette date, et à juste titre sans doute, dans le territoire agricole non cultivé. Compte tenu de ce réajustement nécessaire, on peut constater que l'agriculture a abandonné environ 3,5 millions d'hectares en 40 ans, soit environ 10 % de la S.A.U. de 1928, principalement au profit des bois et forêts (+ 2,3 millions d'hectares). Ce mouvement de contraction a connu un répit dans l'après-guerre jus-

(5) VINCENT (L. A.). — Population active, production et productivité dans 21 branches de l'économie française (1896-1962). Etudes et conjoncture, février 1965.

— Productivité et prix relatifs dans 15 branches de l'économie française (1949-1963). Etudes et conjoncture, février 1966.

(6) Rappelons qu'il s'agissait d'une période de stagnation économique.

qu'aux environs de 1960, et semble repartir dans les années récentes au rythme de l'avant-guerre.

Parmi les changements qui affectent la structure interne de la S.A.U., le plus remarquable est peut-être la diminution de la superficie des terres labourables : moins 19 % depuis 1928, moins 5 % depuis 1958 (7). Sur l'ensemble de la période étudiée, notons encore un gain de près de 10 % pour les surfaces toujours en herbe et une diminution de 19 % des superficies consacrées aux cultures spéciales (vignes, etc...) (8).

Ne disposant pas de séries statistiques sur la productivité brute du facteur terre en agriculture, nous présentons dans le tableau 10 une rétrospective des rendements physiques de quelques productions végétales non fourragères. On constatera que les céréales (blé, orge, maïs) ont pratiquement doublé leurs rendements à l'hectare par rapport à l'avant-guerre ; viennent ensuite par ordre décroissant, les pommes de terre (+ 60 %), la betterave industrielle (+ 40 %) et la vigne (+ 30 %). Une lecture plus détaillée du tableau 10 montre que ces gains de productivité à l'hectare ont été acquis en quasi-totalité depuis 1950 environ. A quels facteurs peut-on attribuer cette performance ? Il serait difficile de préciser les parts respectives de l'amélioration génétique, de l'emploi des engrais (cf. tableau 9), des produits de défense, et de l'amélioration des conditions de travail grâce à la mécanisation (cf. tableau 8). Notons simplement que des gains appréciables sur la productivité de la terre et sur la productivité du travail ont pu être obtenus par la diffusion simultanée du progrès biologique, du progrès chimique et du progrès mécanique qui a facilité la diminution de la main-d'œuvre.

Nous allons voir au tableau 5 que les remarquables progrès de productivité de l'agriculture s'étendent également à la productivité globale des facteurs.

3° L'agriculture vient en tête des autres branches pour la croissance de la productivité globale des facteurs.

L'étude déjà citée de M. Vincent, portant sur la période 1949-1963, aboutit pour la branche agricole à des résultats à première vue surprenants (cf. tableau 5). L'auteur lui-même incite le lecteur à la prudence dans l'interprétation de ces résultats, compte tenu des nombreuses estimations et approximations que son travail a exigées ; les années de référence 1949 et surtout 1956 sont défavorables à la production agricole ; il n'a pas été tenu compte de l'accroissement du cheptel dans la production ; l'indice de productivité globale, enfin, n'est pas

exhaustif en ce sens qu'il n'intègre pas les charges d'intérêts, ni les impôts ni les bénéfices.

Quoi qu'il en soit, nous constatons avec l'auteur que l'agriculture s'est maintenue, pour le taux d'accroissement de la productivité globale, dans le peloton de tête des 15 grandes branches étudiées, avec la production d'électricité, les transports et les textiles. De plus, la branche agricole a pris la tête du classement pour la période récente 1956-1963 avec un taux de 4,1 % par an.

Quelle signification faut-il accorder à ce résultat ? Notons d'abord que des calculs s'appuyant sur des années isolées (1949, 1956, 1963) peuvent donner une image déformée de l'évolution de la productivité dans le cas de l'agriculture. Il n'est pas impossible, comme le note M. Vincent, que la forte progression de l'agriculture au cours de la seconde période corresponde en partie à un rattrapage sur la période précédente. Il n'en demeure pas moins un fait essentiel à retenir : l'agriculture a été capable de soutenir un taux de croissance élevé de sa productivité globale sur une période de 14 ans. Les tableaux publiés par M. Vincent, et que nous ne pouvons malheureusement pas reproduire ici du fait de leur encombrement, montrent que cette performance a été accomplie à volume constant de facteurs pour la période 1949-1956 et à volume légèrement décroissant pour la période 1956-1963. Il s'agit bien entendu, de l'indice global de volume des facteurs, à l'intérieur duquel la pondération des différents facteurs s'est modifiée, notamment par le jeu classique de la substitution des équipements au facteur travail. Toutefois, on ne saurait attribuer à cette seule substitution la totalité des gains de productivité de l'agriculture. Il faut tenir compte en effet :

— des progrès de productivité des transformateurs biologiques (végétaux et animaux) et de leur diffusion au niveau des exploitations ;

— de l'élimination de plusieurs centaines de milliers de petits agriculteurs recensés qui participaient pour une part infime à la production, et dont le départ n'a pas nécessité de nouveaux investissements (9).

Cet aspect ambigu du progrès de la productivité de l'agriculture sur le plan global, laisse à penser que ses effets ne sont pas identiques à ceux qu'on observe dans d'autres branches.

Les agriculteurs profitent-ils de la croissance de productivité globale des facteurs en agriculture ?

On pourrait s'attendre à retrouver les fruits de cette rapide croissance de productivité dans un rat-

(7) La motorisation a entraîné une plus complète utilisation des parcelles, notamment par réduction des tournières.

(8) Ce dernier pourcentage est très discuté.

(9) Ce départ entraîne donc une augmentation de productivité plus apparente que réelle pour l'ensemble de la branche « agriculture et sylvikulture ».

travage de revenu moyen pour les agriculteurs ou dans une baisse sensible des prix des produits agricoles : or on ne constate rien de semblable en ce qui concerne les revenus.

1° Pas de rattrapage de revenu pour les agriculteurs.

Reconnaissons une lacune importante dans notre dossier statistique : aucune donnée sur l'évolution des revenus de l'agriculture n'y figure, à l'exception peut-être du résultat brut d'exploitation (cf. tableau 21) qui n'est guère utilisable sans déduction des amortissements que les comptes nationaux ne donnent pas. Toutefois, en ce qui concerne le revenu des agriculteurs, deux faits sont incontestés :

a) En France, comme dans la plupart des nations industrielles, les observateurs s'accordent à reconnaître un décalage important entre le revenu agricole par personne non salariée vivant de l'agriculture, et le revenu par personne vivant des activités non agricoles. Selon les estimations et les pays, le premier revenu ne représente que la moitié ou les deux tiers du second (10).

b) Malgré ce décalage, on n'observe pas de rattrapage en faveur du revenu moyen par tête en agriculture. Il semble même qu'en France l'écart se soit creusé entre le revenu des agriculteurs et celui des autres catégories socio-professionnelles au cours de la période 1959-1966 (11).

Pourquoi donc la parité des revenus fuit-elle comme un mirage devant le champion de la course à la productivité que semble être l'agriculteur ? Nous avons émis plus haut quelques réserves sur la signification des progrès de productivité de l'agriculture. Sans sortir de l'optique globale que nous nous sommes assignée, examinons maintenant les handicaps de l'agriculture qui peuvent expliquer la nécessité d'une productivité en forte croissance, et les effets limités de cette croissance sur le revenu moyen des agriculteurs.

2° Les débouchés limités de l'agriculture entraînent une tendance à la baisse relative des prix des produits agricoles, malgré un coûteux effort de soutien des marchés.

L'agriculture française écoulait tant bien que mal en 1967 un volume de production supérieur de 70 % à celui de 1949. La consommation alimentaire des ménages en prend une part qu'il est difficile de pré-

ciser ici. Notons cependant que la consommation totale des ménages a augmenté en volume d'environ 125 % entre 1949 et 1966, alors que la part alimentaire de cette consommation ne s'est accrue que de 73 % dans le même temps (cf. tableaux 26 A et 26 B). Les exportations évacuent, si l'on peut dire, le reste de la production agricole dans des conditions souvent fort onéreuses pour la collectivité (12) ; et ceci ne semble pas être une petite affaire. N'est-il pas inquiétant, pour une économie qui se veut industrielle, de constater que la part des produits agricoles dans les exploitations s'est accrue, alors que la part de l'agriculture dans la production intérieure brute s'effondrait ? Sur la période 1949-1953, les produits destinés à l'alimentation humaine représentaient, en moyenne, 12,4 % de la valeur totale des exportations (cf. tableau 25) ; l'agriculture fournissait alors 14 % de la production intérieure brute. Sur la période récente 1963-1967, la part des exportations alimentaires s'élève en moyenne à 15,7 % tandis que la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut tombe aux environs de 9 %. Cette distorsion peut certes s'expliquer par un défaut de compétitivité de l'industrie française sur le marché international, mais elle s'explique aussi par une augmentation du soutien des produits agricoles sur les marchés extérieurs.

Malgré un effort important et coûteux sur le marché d'exportation, la pression continue de l'offre agricole sur une demande intérieure et communautaire relativement inélastique entraîne une diminution relative des prix des produits agricoles sur la longue période. En prenant pour base 100 l'année 1949, l'indice des prix des produits agricoles à la production (cf. tableau 14) s'établit à 203 en 1967, alors que, pour la même base, l'indice des prix de détail s'élève à 241 (13). Cette tendance à la détérioration relative des prix des produits agricoles a connu, il est vrai, une certaine rémission au cours des années soixante ; mais il ne faut pas s'attendre à ce que ce répit dure encore très longtemps. Contrairement au mécanisme qui joue dans les branches industrielles en forte expansion, et en vertu duquel les gains de productivité permettent d'abaisser les coûts et les prix des produits, l'agriculture s'est trouvée et se trouvera acculée à la recherche de la productivité pour diminuer ses coûts, sous la contrainte de l'inévitable baisse relative du prix de ses produits. Mais il y a plus grave : la production agricole étant encore basée principalement sur le facteur travail, les coûts de production de l'agriculture sont lourdement grevés par l'accroissement du coût du travail salarié et non salarié.

(10) La situation de l'agriculture en 1967. Chambres d'Agriculture, n° 385, avril 1968. FAO. — Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1965, page 66.

(11) Agriculture et croissance économique. O.C.D.E., Paris, 1965, pages 54 et suivantes. — Etudes et Conjoncture, juillet 1967, page 124.

(12) Voir à ce propos dans le présent ouvrage : CHOMBART de LAUWE (Jean). — Avons-nous une politique agricole aujourd'hui ?

(13) L'indice des prix de détail est pris ici comme indicateur du niveau général des prix.

3° L'agriculture française peut-elle s'offrir le luxe de consacrer la moitié de la valeur de sa production à la rémunération, même modeste, d'un travail de plus en plus coûteux ?

Depuis 1951, les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ont été multipliés par le coefficient 1,43 tandis que les salaires agricoles ont à peu près quadruplé (cf. tableau 14). Même en tenant compte d'un certain rattrapage qui s'est produit au bénéfice des salariés agricoles, l'écart impressionnant qui sépare l'escalade du coût du travail de la modeste ascension du prix des autres facteurs, donne matière à réflexion dans un secteur aussi chargé en main-d'œuvre (salariée et non salariée) que l'agriculture. Un calcul simple va nous permettre d'éclairer notre réflexion.

Les salaires et charges sociales de l'agriculture représentent, en 1966, 10 % de la production finale brute (cf. tableaux 17 et 21) ; on sait par ailleurs que les salariés constituent à peine 20 % des actifs agricoles (cf. tableau 2 B). Une simple règle de trois permet d'évaluer approximativement le coût du travail à 50 % de la production agricole finale (14). M. Vincent estimait cette proportion, assez largement semble-t-il, à 59 % en 1959. Il y a donc eu, malgré la hausse du coût du travail, un allègement relatif des charges de main-d'œuvre grâce à un net recul des effectifs employés dans l'agriculture. Toutefois, il est permis de se demander si l'agriculture sera en mesure d'assurer à ses travailleurs une croissance de revenu plus rapide que par le passé, tant qu'elle n'aura pas considérablement réduit le poids relatif du travail dans ses coûts. En effet, pour augmenter la rémunération du travail de 10 % en agriculture il faudrait, à quantité de travail constante, dégager en ressources nouvelles l'équivalent de 5 % de la production brute ; dans les industries il suffirait de 1,5 % à 4 % de la production brute ; dans les secteurs producteurs de services, il serait nécessaire de dégager environ 5 % de la valeur des services produits. Mais nous avons vu que l'agriculture est handicapée par rapport à l'industrie et aux services sur le plan de l'expansion de ses débouchés ; il lui faudrait donc plus de temps que les autres secteurs pour dégager les ressources supplémentaires correspondant à un accroissement donné du revenu du travail, et dans cette hypothèse l'écart se creuserait entre l'agriculture et les autres secteurs. Pour empêcher cet écart de s'approfondir et, à plus forte raison, pour tenter de le réduire, l'agriculture n'a pas d'autre voie que la réduction accélérée de sa popu-

(14) Il s'agit, bien entendu, d'un coût hypothétique, calculé en supposant que la population active de la branche « agriculture » est occupée à plein temps et touche une rémunération du travail comparable à celle des salariés agricoles.

(15) Voir à ce sujet : MALASSIS (Louis). — Développement économique et emploi agricole. Cahiers de l'I.S.E.A., n° 1, janvier 1968, pages 23 et suivantes.

lation active, tout en maintenant un taux élevé d'accroissement de la productivité globale des facteurs (15). Cette voie est-elle praticable en dehors d'une croissance économique rapide ? Est-elle possible sans une transformation considérablement accélérée de la structure des exploitations agricoles ? Nous le croyons d'autant moins que l'agriculteur semble être parvenu à un effort maximum d'investissement sans avoir pour autant résolu le grave problème de son revenu.

L'agriculture disperse-t-elle son effort d'investissement dans des structures périmées ?

Remplacer les hommes par de nouveaux équipements, telle semble avoir été la grande affaire de l'agriculture française dans les deux dernières décennies. Mais cette substitution s'est-elle effectuée dans les meilleures conditions ? Etant donné la structure pulvérisée des exploitations agricoles, n'a-t-on pas trop souvent ajouté des équipements à une main-d'œuvre incompressible dans les micro-exploitations, alourdissant ainsi l'effort global d'investissement sans préparer les conditions d'un véritable redressement du revenu des agriculteurs ?

En augmentant son effort d'investissement, l'agriculture met-elle « du vin nouveau dans de vieilles outres » ?

La comptabilité nationale évalue pour chaque branche d'activité la formation brute de capital fixe, ou investissements bruts. Il s'agit des additions, avant amortissements, apportées au cours de l'année au patrimoine des entreprises en biens d'équipements sur le territoire métropolitain. Le tableau 22 donne la composition de la formation brute de capital fixe pour la branche agricole ; on remarquera que les achats de terrains en sont exclus. Le lecteur pourra suivre dans les tableaux 23 A et 23 B la variation du volume des investissements bruts en pourcentage d'une année sur l'autre. Alors que, pour la période 1949-1959, le taux annuel moyen d'augmentation des investissements bruts était supérieur en agriculture à celui de l'ensemble des entreprises non financières (4,5 % contre 3,8 %), la situation s'est inversée pour la période 1959-1965 malgré un effort soutenu de la part de l'agriculture (5 % par an contre 7,5 % par an dans l'ensemble des entreprises).

La conséquence de cette évolution se retrouve dans les variations des investissements bruts de l'agriculture, exprimés en pourcentage de la formation brute de capital fixe des entreprises non financières (cf. tableaux 23 A et 23 B). Remarquons que ce pourcentage a augmenté jusqu'à 11,5 % en 1956 et qu'il diminue ensuite pour venir s'établir aux environs de 8 % en 1966. Il est instructif de constater que ce dernier pourcentage est très voisin de celui qui exprime dans les années récentes la part de l'agriculture dans la production intérieure brute (cf. tableau 20 B). Cela signifie que l'agriculture

tend à consacrer à ses investissements bruts un pourcentage de sa valeur ajoutée brute très voisin du pourcentage de la production intérieure brute affecté aux investissements bruts par l'ensemble de l'économie française (16). Faut-il se réjouir ou s'inquiéter de cette évolution ? Les optimistes y verront une preuve de la vitalité de l'agriculture. Les pessimistes y décèleront peut-être le signe d'essoufflement d'une agriculture qui doit soutenir un effort d'investissement important et croissant, comparable toutes proportions gardées, à celui de l'ensemble de l'économie, mais pour un résultat plus décevant. On peut en effet se demander s'il est justifié, pour l'agriculture, de consacrer à ses investissements bruts près de 15 % d'une valeur ajoutée brute qui ne croît en volume que de 3 % par an, alors que l'ensemble des branches d'activité investit annuellement 16 % d'une production intérieure brute dont le taux de croissance approche 6 % par an en volume.

Que faut-il incriminer pour expliquer cette inefficacité relative des investissements de la branche agricole ? La substitution du capital au travail devient-elle de plus en plus coûteuse en se heurtant à la loi des rendements non proportionnels ? Le crédit est-il trop facilement distribué et à trop bas prix ? La dimension moyenne des exploitations agricoles s'accroît-elle trop lentement pour assurer une utilisation correcte des immobilisations ? C'est sur ce dernier point que nous voudrions, pour terminer, attirer l'attention du lecteur.

Le rythme de diminution du nombre des exploitations agricoles s'est insuffisamment accéléré jusqu'en 1963.

Le nombre des exploitations agricoles françaises accuse une chute de l'ordre de 50 % entre 1929 et 1963 (cf. tableau 6). Il faut se garder d'attacher une signification exacte aux variations constatées entre des recensements ou des enquêtes dont les résultats ne sont guère comparables (voir les notes accompagnant le tableau 6). En tenant compte de ces réserves, nous retiendrons deux observations parmi les nombreux enseignements qui se dégagent de l'étude du tableau 6.

La première porte sur la diminution du nombre des exploitations supérieures à 5 hectares (17). En-

tre 1929 et 1955, 320 000 exploitations de plus de 5 hectares auraient disparu, à raison de 16 000 par an en moyenne, si l'on excepte les années de guerre pendant lesquelles ce mouvement de contraction a été vraisemblablement suspendu. De 1955 à 1963, on enregistre une diminution annuelle moyenne de 17 000 exploitations supérieures à 5 hectares. La décroissance annuelle en valeur absolue se serait donc à peine accentuée dans la période récente. Pour interpréter correctement ces moyennes, il faudrait tenir compte de l'incertitude de la comparaison, des hypothèses de travail, du taux de diminution en valeur relative (18) et de bien d'autres points dans le détail desquels nous ne pouvons pas entrer. Il n'en demeure pas moins que la diminution du nombre des exploitations agricoles apparaît comme un phénomène ancien qui s'est accéléré dans des proportions modestes depuis le recensement de 1955.

La seconde observation porte sur la diminution du nombre des exploitations de la classe de 5 à 20 hectares entre 1955 et 1963. Les effectifs de cette classe ont perdu 164 000 unités en huit ans, soit une diminution totale de 16 %. Pourquoi notre attention est-elle attirée sur cette classe de superficie ? Il n'est pas question avant longtemps de voir disparaître la quasi-totalité des exploitations de polyproduction inférieures à 20 hectares ; mais leurs difficultés actuelles sont bien connues et ne peuvent malheureusement que s'aggraver rapidement pour celles qui sont dans l'impossibilité d'accéder à des superficies de 40 à 50 hectares dans les années qui viennent. Or, si la cadence de diminution des exploitations de 5 à 20 hectares ne s'accélère pas notablement, il faudra attendre 15 ans, c'est-à-dire 1983, pour que les effectifs de cette classe diminuent seulement de 50 % par rapport à ceux de 1963. On ose à peine imaginer la situation des agriculteurs restant en course avec 20 hectares de polyculture aux environs de 1980. Il est même prévisible que des difficultés graves auront gagné des superficies d'exploitations considérées aujourd'hui comme viables (19). Alors, ne faut-il pas souhaiter que l'enquête sur les exploitations agricoles de 1967 nous révèle une accélération de la cadence de concentration des exploitations agricoles françaises ?

En terminant l'exposé de nos réflexions sur des points d'interrogation, nous avons conscience de n'avoir abordé qu'une petite partie des graves questions qui se posent aux organisations professionnelles et aux responsables de la politique agricole. Le combat en retraite que mène l'agriculture dans la plupart des pays avancés soulève des problèmes extrêmement complexes qui ne sont pas près de trouver leur solution satisfaisante. L'étude attentive des statistiques rétrospectives peut apporter un concours utile à la recherche de ces solutions dans la mesure où elle permet de préciser le diagnostic du malaise agricole et par là, d'améliorer la formulation des problèmes qu'il soulève.

(16) En 1966, l'agriculture consacrait 14,9 % de sa valeur ajoutée brute aux investissements bruts ; la même année, la formation brute de capital fixe des entreprises non financières s'élevait à 16,2 % de la V.A.B. des branches.

(17) En éliminant les exploitations inférieures à cinq hectares, nous pensons atténuer les difficultés de la comparaison entre les résultats récents et ceux du recensement de 1929.

(18) Ce taux serait passé, dans nos hypothèses, de — 0,95 % par an dans la première période, à — 1,2 % par an dans la seconde.

(19) Les superficies minimum viables sont déjà très supérieures à 20 hectares en polyculture-élevage.

A N N E X E

TABLEAUX	Numéros des tableaux
La population active agricole	1 à 3
La productivité en agriculture	4 et 5
La structure des exploitations agricoles	6
Les productions et les moyens de production agricoles	7 à 13
Les indices de prix concernant l'agriculture	14
Les comptes de la branche « agriculture et sylviculture »	15 à 23 B
Les produits alimentaires dans le commerce extérieur et dans la consommation des ménages français	24 à 26 B

TABLEAU 1

Evolution de la répartition de la population active entre trois secteurs d'activité (1)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : Pourcentage de la population active (1)

	1931	1936	1954 (2)	1952	1967 (3)
Agriculture, sylviculture, pêche ..	36,4	37,0	27,3	19,9	15,8
Industrie, bâtiment et travaux publics	33,0	29,4	35,4	38,0	39,7
Transports, commerce, autres services	30,6	33,6	37,3	42,1	44,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Population active ayant un emploi.

(2) A partir de 1954, la population active agricole a été définie de façon plus restrictive que lors des recensements précédents.

(3) Provisoire.

TABLEAU 2 A

Evolution de la population active intérieure occupée dans la branche Agriculture et sylviculture
Années 1949 à 1958

Source : I.N.S.E.E.

Unités : milliers et pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Effectif total de la branche (1)	5 560	5 445	5 330	5 215	5 100	5 007	4 847	4 668	4 454	4 284
Variation en % de l'année précédente	//	- 2,1	- 2,1	- 2,2	- 2,2	- 1,8	- 3,2	- 3,7	- 4,6	- 3,8
dont salariés	1 210	1 180	1 160	1 130	1 100	1 076	1 049	997	942	912
Variation en % de l'année précédente	//	- 2,5	- 1,7	- 2,6	- 2,7	- 2,2	- 2,5	- 5,0	- 5,5	- 3,2
Total de la branche en % du total de la population active occupée .....	....	....	....	....	....	26,4	25,5	24,5	23,3	22,5

(1) Moyenne de l'année.

TABLEAU 2 B

**Evolution de la population active intérieure occupée dans la branche Agriculture et sylviculture
Années 1959 à 1967**

Source : I.N.S.E.E.

Unités : milliers et pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Effectif total									
de la branche (1)	4 174	4 029	3 884	3 745	3 625	3 512	3 393	3 259	3 132
Variation en %									
de l'année précédente ...	//	— 3,5	— 3,6	— 3,6	— 3,2	— 3,1	— 3,4	— 4,0	— 3,9
dont salariés	876	842	812	771	733	700	665	630	597
Variation en %									
de l'année précédente ...	//	— 3,9	— 3,6	— 5,0	— 4,9	— 4,5	— 5,0	— 5,3	— 5,2
Total de la branche en %									
du total de la population									
active occupée	22,2	21,4	20,7	19,8	18,8	17,9	17,3	16,5	15,8
(1) Moyenne de l'année.									

TABLEAU 3

**Evolution de la population active intérieure occupée dans la branche Industries agricoles
et alimentaires
Années 1959 à 1967**

Source : I.N.S.E.E.

Unités : milliers et pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Effectif total									
de la branche (1)	671,3	666,0	650,2	640,1	645,0	653,6	656,1	650,9	644,0
Variation en %									
de l'année précédente ...	//	— 0,8	— 2,4	— 1,6	+ 0,8	+ 1,3	+ 0,4	— 0,8	— 1,1
dont salariés	520,3	517,0	503,2	494,6	499,0	507,6	513,2	512,9	510,7
Variation en %									
de l'année précédente ...	//	— 0,6	— 2,7	— 1,7	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,1	— 0,1	— 0,4
(1) Moyenne de l'année.									

TABLEAU 4

Evolution de la productivité dans l'agriculture et les industries agricoles et alimentaires

Source : L.A. Vincent - INSEE - Etudes et Conjoncture, février 1965.

Unité : Taux annuel moyen (%)

	Périodes étudiées			
	1929-1938	1938-1949	1949-1962	1896-1962
AGRICULTURE				
Production finale brute	0,9	0	3,3	1,25
Production par personne active	2,4	1,4	6,4	...
Production par heure de travail	2,9	2,0	6,8	2,9
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (1)				
Production finale brute	0,1	0	3,9	1,7
Production par personne active	1,1	0,3	3,1	...
Production par heure de travail	3,3	- 0,6	3,0	2,0
ENSEMBLE DES 21 BRANCHES RETENUES				
Production	- 0,5	1,1	5,1	...
Production par personne active	0,5	1,1	5,4	...
Production par heure de travail	2,1	0,6	5,5	2,4

(1) Non compris les boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers ; non compris les pêcheries.

TABLEAU 5

Taux annuels moyens de productivité et de production
Comparaison de deux périodes

Source : L.A. Vincent - INSEE - Etudes et Conjoncture, février 1966.

Branches	Productivité globale des facteurs		Productivité brute du travail		Productivité nette du travail		Production finale brute	
	1949-1956	1956-1953	1949-1956	1956-1953	1949-1956	1953-1953	1949-1956	1956-1953
Agriculture, forêts	3,2	4,8	5,1	8,4	4,5	8,0	3,1	3,7
Agriculture, forêts (1)	3,5	4,1	5,4	7,7	4,8	7,3	3,4	3,0
Industries agricoles et alimentaires	1,5	0,1	4,7	3,0	5,2	1,8	4,9	3,0
Ensemble des 15 branches	4,4	4,2	4,9	5,1	4,8	5,1	5,3	5,2
Economie nationale (2)	4,0	3,1	4,8	4,1	...	...	5,3	5,2

(1) Après élimination de l'influence des conditions météorologiques.

(2) Y compris la branche « commerce », le travail des fonctionnaires civils étant d'autre part inclus parmi les facteurs de production.

TABLEAU 6

Evolution de la structure des exploitations agricoles par classes de superficie

	1929 (1)	1942 (2)	1955 (3)	1963 (4)
A. Milliers d'exploitations				
Moins de 1 hectare	1 014,7	221,8	150,7	94,0
1 à 4,99 hectares	1 146,3	661,0	648,2	453,9
5 à 9,99 hectares	717,6	529,4	476,7	364,0
10 à 19,99 hectares	593,1	552,8	536,2	485,0
20 à 49,99 hectares	380,4	384,8	377,1	393,9
50 à 99,99 hectares	81,8	78,5	75,0	84,9
100 hectares et plus	32,5	26,6	20,3	23,5
Total	3 966,4	2 454,9	2 284,2	1 899,2
B. Pour cent du total des exploitations				
Moins de 1 hectare	25,6	9,0	6,6	5,0
1 à 4,99 hectares	28,9	26,9	28,3	23,9
5 à 9,99 hectares	18,1	21,6	20,9	19,2
10 à 19,99 hectares	14,9	22,5	23,5	25,5
20 à 49,99 hectares	9,6	15,7	16,5	20,7
50 à 99,99 hectares	2,1	3,2	3,3	4,5
100 hectares et plus	0,8	1,1	0,9	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	100
C. Pour cent de la surface agricole utile totale				
Moins de 1 hectare			0,3	0,2
1 à 4,99 hectares			5,3	3,8
5 à 9,99 hectares			10,8	8,3
10 à 19,99 hectares			23,4	21,7
20 à 49,99 hectares			34,7	36,8
50 à 99,99 hectares			15,5	17,5
100 hectares et plus			10,0	11,7
Total			100,0	100,0
<p>(1) Territoire agricole, y compris bois et forêts. Renseignements recueillis auprès des commissions cantonales et sous-commissions communales.</p> <p>(2) Territoire agricole, bois et forêts et territoire non agricole inclus. Enquête par déclarations individuelles. Résultats du recensement de 1946 pour les départements occupés.</p> <p>(3) Bois et territoire non agricole non compris. Recensement.</p> <p>(4) Même définition de la superficie et des exploitations qu'en 1955. Enquête au 1/10^e.</p>				

TABLEAU 7

Evolution de la répartition du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture.

Unité : millier d'hectares.

	1928		1938		1948		1958		1966 (7)	
		% S.A.U.		% S.A.U.		% S.A.U.		% S.A.U.		% S.A.U.
Terres labourables	22 168	61,1	20 196	58,5	18 368	55,2	18 862	54,7	17 946	53,2
dont :										
Céréales (1)	11 004	30,4	10 372	30,0	8 652	26,0	9 046	26,2	9 065	26,9
Plantes sarclées (2) .....	...		3 393	9,8	2 758	8,3	2 616	7,6	1 828	5,4
Cultures fourragères (3) ..	...		4 237	12,3	4 740	14,2	5 826	16,9	5 693	16,9
Jachères .....	...		...		1 550	4,7	705	2,0	505	1,6
Surfaces toujours en herbe (4)	11 414	31,5	11 776	34,1	12 302	37,0	13 178	38,2	13 632	40,4
Vignes	1 584	4,4	1 605	4,7	1 550	4,7	1 458	4,2	1 384	4,1
Cultures maraichères et potagères (5)	312	0,9	437	1,3	560	1,7	478	1,4	385	1,1
Cultures fruitières en plein	765	2,1	143	0,4	214	0,5	274	0,8	253	0,7
Autres cultures			359	1,0	283	0,9	256	0,7	135	0,4
Surface agricole utile	36 243	100,0	34 516	100,0	33 277	100,0	34 506	100,0	33 735	100,0
Territoire agricole non cultivé	4 567		5 680		6 036		4 241		3 693	
Bois, forêts, peupleraies, étangs	10 458		10 756		11 205		11 670		12 825	
Territoire non agricole	3 137		4 146		4 586		4 723		4 881	
Surface totale du territoire (6)	54 405		55 098		55 104		55 140		55 134	

(1) Blé, méteil, seigle, orge, avoine, sarrasin, maïs, millet, riz, sorgho.

(2) Pommes de terre ; topinambours ; betteraves industrielles ; betteraves, choux, carottes, rutabagas et navets fourragers.

(3) Trèfle, luzerne, sainfoin, prairies temporaires, fourrages verts annuels.

(4) A partir de 1956 ont été inclus dans les superficies toujours en herbe, environ un million d'hectares de pacages et parcours auparavant comptés en territoire agricole non cultivé.

(5) Jardins familiaux compris. Depuis 1936, les cultures maraichères englobent les légumes frais de plein champ.

(6) Avant 1933, total des relevés cadastraux ; à partir de 1933, mesure de la superficie par l'I.G.N.

(7) A partir de 1961, discontinuité de la série en raison de la modification des états statistiques annuels de base.

TABLEAU 8

Evolution du parc de machines agricoles (1)

Source : Ministère de l'Agriculture.

Unité : millier.

Année	Tracteurs	Motocul- teurs	Moisson- neuses batteuses	Presses ramasseuses
1950	137	33	5	
1951	152	36	6	
1952	178	39	9	
1953	212	43	11	
1954	250	47	14	
1955	305	54	18	
1956	393	60	23	17
1957	482	71	30	22
1958	559	86	38	33
1959	628	105	43	44
1960	680	118	48	51
1961	743	129	58	62
1962	804	141	69	84
1963	868	157	78	107
1964	953	181	92	130
1965	996	205	102	169
1966	1 045	232	109	196

(1) Récapitulation nationale des estimations départementales.

TABLEAU 9

**Evolution des quantités d'engrais chimiques
livrés à la culture
Moyennes quinquennales**

Source : Ministère
de l'Agriculture.Unité : millier de tonnes d'éléments
fertilisants.

Campagnes	Azote	Anhydride phosphorique	Potasse
1933-34 à 1937-38 ...	174	344	207
1945-46 à 1949-50 ...	209	379	295
1955-56 à 1959-60 ...	431	798	617
1961-62 à 1965-66 ...	749	1 188	907

TABLEAU 10
Evolution des rendements de quelques productions végétales, de 1930 à 1966

Source : Ministère de l'Agriculture.

	Blé (d'hiver et de printemps)	Orge (d'hiver et de printemps)	Mais	Pommes de terre (de plein champ)	Betteraves industrielles	Vignes à raisins de cuve
	q/ha	q/ha	q/ha	q/ha	q/ha	hl/ha
Moyenne 1930-1938 ..	15,3	14,4	15,4	110,3	269,3	37,5
Années :						
1930	11,5	12,4	16,8	97,4	333,7	30
1931	13,8	13,7	18,1	114	249,6	38,3
1932	16,7	15,1	11,9	116,6	285,6	32,1
1933	18	16,3	12,9	106,5	273,4	33,7
1934	17	14,1	15	118,1	306,5	50,2
1935	14,5	14,2	16,6	101,4	273,3	49,1
1936	13,3	13,5	15,5	107,2	279,1	28,9
1937	13,8	13,5	14,9	110,5	272,5	35,8
1938	19,4	17	17	121,5	250	39,9
.....						
1945	11,1	9,6	7,1	75,5	227,1	20
1946	16,4	14,5	8,7	115,8	265,4	25,2
1947	9,6	11,7	7,6	109,1	201,8	30,7
1948	18	15,5	15,7	149,8	305,5	33,1
1949	19,1	16	6,4	98,3	240,5	29,9
1950	17,8	16,3	12,4	131	343,6	42,4
1951	16,7	16,3	19,8	124	290,9	36,5
1952	19,6	16,1	13,9	118	224,4	37
1953	21,3	18,6	21,4	143,6	304,4	40,7
1954	23,5	20,5	23,2	166,1	307	42,1
1955	22,8	20,3	24	146,6	293	42,5
1956	20,5	28,1	26,6	175,1	289,8	37,3
1957	23,7	22,1	25,6	154,9	323,8	24,9
1958	20,8	21,8	28,4	144,2	353,1	36,3
1959	26	24,8	25,9	137,6	200,3	45,6
1960	25	27	34	169,3	445	47,9
1961	23,9	24	25,3	161,6	368	37,8
1962	30,7	27,6	21,5	155,7	328	58,2
1963	26,6	29	39,4	189,8	376	45,2
1964	31,5	28,8	23,6	167,9	382	49,2
1965	32,7	30,3	39,4	196,2	429	54,2
1966	28,3	28,1	45	198,6	436	49,8
Moyenne 1961-1966 ..	28,9	28,0	32,3	178,3	386	49,0

TABLEAU 11

Evolution des effectifs des animaux de ferme

Source : Ministère de l'Agriculture. Unité : millier de têtes.

	Moyenne 1934-1938	Moyenne 1945-1949	Moyenne 1961-1965
Espèce chevaline	2 771	2 370	1 378
Espèce bovine	15 713	15 073	20 339
dont :			
Bœufs (travail ou boucherie)	1 276	1 156	971
Vaches toutes catégories	8 717	7 443	11 096
Espèce ovine	9 761	7 256	8 840
Espèce porcine	7 084	5 717	9 091

TABLEAU 12

Evolution de la production de viande
(moyennes quinquennales)

Source : Ministère de l'Agriculture. Unité : millier de tonnes nettes.

	Moyenne 1945-1949	Moyenne 1955-1959	Moyenne 1962-1966
Estimation nationale de la production de viande	1 413	2 608	3 129
dont :			
Bovins	787	1 324	1 659
Ovins	55	115	130
Porcins	523	1 083	1 271
Equidés	48	86	69

TABLEAU 13

Evolution de la production totale
de lait de vache (1)

Source : Ministère de l'Agriculture. Unité : million d'hectolitres.

Moyenne 1937-1938	138,46
» 1945-1948	92,77
» 1955-1959	194
» 1962-1966	251

(1) Depuis 1949, les chiffres de production résultent d'une évaluation faite à l'échelon national, et non des renseignements fournis par les D.S.A., considérés comme sous-évalués.

TABLEAU 14
Indices de prix concernant l'agriculture (1)

Source : I.N.S.E.E.

Années	Indices des prix agricoles à la production			Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles (2)	Indices des salaires bruts mensuels moyens en espèces (3)	
	Ensemble	Produits végétaux	Produits animaux		Domestiques de ferme logés et nourris	Ouvriers qualifiés, logés ou non, mais non nourris
1949	85,9	98,5	80,4	100,0	...	...
1950	86,2	101,4	79,6	103,0	...	...
1951	101,6	107,3	99,0	129,1	100	100
1952	109,6	116,9	106,4	145,3	129	112
1953	102,2	111,3	98,1	138,8	139	124
1954	99,5	103,6	97,6	133,1	146	131
1955	100,0	100,0	100,0	129,9	158	138
1956	109,6	116,2	103,8	131,9	173	155
1957	117,4	124,9	114,2	135,5	194	174
1958	142,8	174,0	129,5	146,4	234	211
1959	134,5	148	129,2	161,8	264	221
1960	139,7	146,1	137,3	163,5 100,0	275	237
1961	142,3	149,2	139,6	101,4	288	248
1962	151,3	163,4	145,5	104,0	313	265
1963	164,8	158,0	167,3	107,8	347	299
1964	163,6	153,1	167,8	109,3	383	346
1965	165,6	152,6	170,9	110,5	392	369
1966	173,5	162,5	178,1	111,9	415	388
1967	174,4p	173,1p	174,9p	112,7	442	408

(1) Les indices 100 des années de base sont soulignés.

(2) Base 100 en 1949 et nouvel indice de base 100 en 1960.

(3) Observés au mois de mars de 1951 à 1957 ; au mois d'avril à partir de 1958.

p = provisoire.

TABLEAU 15

Indices de la production agricole nette finale

Bases : moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits, sauf le vin et les fruits)
moyenne 1930-1939 = 100 (pour les fruits et le vin)

Source : I.N.S.E.E.

Campagnes	Production végétale (sans le vin)	Production de vin	Production végétale totale	Production animale (non compris le poisson)	Production totale (y compris le poisson)
1947-1948 (récolte 1947)	70	75	71	82	78
1948-1949 (récolte 1948)	97	81	92	97	95
1949-1950 (récolte 1949)	101	73	93	102	98
1950-1951 (récolte 1950)	107	111	108	107	107
1951-1952 (récolte 1951)	97	90	95	109	103
1952-1953 (récolte 1952)	108	92	104	112	108
1953-1954 (récolte 1953)	115	101	111	122	116
1954-1955 (récolte 1954)	121	103	116	130	123
1955-1956 (récolte 1955)	120	104	115	132	124
1956-1957 (récolte 1956)	101	88	98	136	118
1957-1958 (récolte 1957)	116	57	100	139	121
1958-1959 (récolte 1958)	113	81	104	139	122
1959-1960 (récolte 1959)	110	102	108	145	127
1960-1961 (récolte 1960)	136	107	128	156	141
1961-1962 (récolte 1961)	125	82	114	164	139
1962-1963 (récolte 1962)	139	110	131	172	151
1963-1964 (récolte 1963) (1)	128	98	120	171	145

(1) Le calcul de cet indice est arrêté à la campagne 1963-1964.

Note : L'attention du lecteur est appelée : a) Sur le fait que l'indice présenté ci-dessus est un indice de production physique calculé à base et coefficients de pondération constants (indice de Laspeyres). b) Sur le « vieillissement » de cet indice (base de référence et coefficients de pondération des indices partiels). c) Cet indice est un indice de campagne et non un indice par année civile.

TABLEAU 16

Indices de volume de la production (aux prix intérieurs à la production)

Base 100 en 1959

Années 1960 à 1967 (1)

Source : I.N.S.E.E., sauf exceptions mentionnées.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Production végétale (2)	114,3	100,3	119,5	116,6	125,9	135,4	129,0	141,4
Production animale (2)	106,7	112,1	115,8	116,5	116,4	121,7	127,4	...
Production de la branche « Produits de l'agriculture et de la sylviculture »	109,9	106,5	116,7	115,4	118,7	125,7	126,8	135,3p
Production de la branche « Produits des industries agricoles et alimentaires »	106,6	111,4	115,0	118,1	120,8	126,1	130,8	137,3p
Production toutes branches	108,3	113,7	120,8	127,4	135,9	142,2	149,6	...

(1) Base comptable 1959.

(2) Source : Ministère de l'Agriculture. A partir de 1965, estimations provisoires.

TABLEAU 17
Décomposition de la production en valeur de la branche 010 :
Produits de l'agriculture et de la sylviculture
Années 1959 à 1966 (1)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs courants.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Céréales	3 616	4 297	3 635	5 206	4 821	5 279	6 104	5 777
Pommes de terre	1 218	952	814	1 228	908	784	1 173	1 315
Fruits et légumes	3 638	3 929	4 243	4 870	4 771	4 861	4 930	4 939
Vins	3 200	3 321	2 765	4 427	3 509	3 770	3 867	3 924
Betteraves industrielles	550	1 117	793	760	1 008	1 080	963	795
Autres produits végétaux (2)	1 443	1 492	1 596	1 637	1 685	1 925	1 987	2 076
Production végétale	13 665	15 108	13 846	18 128	16 702	17 699	19 024	18 826
Bétail sur pied	9 675	11 000	12 300	12 841	15 094	14 819	15 851	17 595
dont :								
Bœuf	3 520	4 191	4 749	5 208	5 781	5 936	6 460	6 907
Veau	1 655	1 889	2 062	2 195	2 830	2 721	2 963	3 207
Porc	3 684	3 990	4 458	4 347	5 278	4 928	5 108	6 083
Mouton	595	710	784	849	915	927	1 010	1 101
Cheval	221	220	247	242	290	307	310	297
Lait	5 800	6 917	7 099	7 601	8 489	8 763	9 301	10 116
Volailles	1 368	1 448	1 433	1 555	1 575	1 582	1 556	1 586
Œufs	1 291	1 374	1 480	1 541	1 846	1 478	1 731	1 795
Autres produits animaux (3)	1 002	1 025	1 062	1 162	1 375	1 484	1 507	1 612
Production animale	19 136	21 764	23 374	24 700	28 379	28 126	29 946	32 704
Production agricole totale	32 801	36 872	37 220	42 828	45 081	45 825	48 970	51 530

(1) Séries établies sur la base comptable 1959.

(2) Cet intitulé regroupe les produits suivants : oléagineux, bois sur pied, fleurs, semences et plants, tabac, lin et chanvre, houblon, chicorée, fourrages, osier, autres produits de la sylviculture.

(3) Cet intitulé regroupe les produits suivants : lapins, miel et cire, laine.

TABLEAU 18

**Importance relative des productions, en pourcentages de la valeur
de la production agricole finale (1)**

D'après sources I.N.S.E.E.

Unité : % de la valeur en francs courants.

	Moyenne 1937-38 et 1938-39 (2)	1955-1956 (2)	1959 (3)	1966 (3)
Production totale	100,0	100,0	100,0	100,0
dont : Production végétale	...	...	41,7	36,5
dont : Céréales .....	...	...	11,0	11,2 (5)
dont : Blé tendre	17,0	10,0	8,4	6,8
Orge .....	...	...	1,2	2,1
Maïs .....	...	...	0,9	1,8
Pommes de terre	4,0	2,5	3,7	2,6
Betteraves industrielles ..	2,5	2,5	1,7	1,5
Légumes	9,5	9,0	7,2	6,5
Fruits	3,5	3,5	3,8	3,1
Vin	11,5	8,0	9,8	7,6
Tabac .....	...	...	0,7	0,5
Oléagineux .....	...	...	0,3	0,7
Autres produits .....	...	...	3,5	2,8
Production animale	...	...	58,3	63,5
dont : Viande de boucherie	22,5	30,0	29,5	34,1
dont : Bœuf .....	...	...	10,7	13,4
Veau .....	...	...	5,0	6,2
Porc .....	...	...	11,2	11,8
Mouton .....	...	...	1,8	2,1
Cheval .....	...	...	0,7	0,6
Volailles	11,5 (4)	12,0 (4)	4,2	3,1
Gibier, lapins .....	...	...	2,6	2,9
Œufs .....	...	...	3,9	3,5
Lait	13,5	18,5	17,7	19,6
Autres produits .....	...	...	0,4	0,3

(1) Les données des deux dernières colonnes ne sont pas strictement comparables à celles des deux premières, du fait du changement de méthode d'évaluation.

(2) Campagnes agricoles. Source : « Etudes et Conjoncture », décembre 1958.

(3) Années civiles. Pourcentages calculés sur les données de la comptabilité nationale, base 1959.

(4) Volailles et œufs.

(5) Année de mauvaise récolte de céréales.

TABLEAU 19 A

**Principaux éléments du compte de production de la branche 010 :
Produits de l'agriculture et de la sylviculture
Années 1949 à 1959 (1)**

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs courants.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
RESSOURCES											
Production (2)	15 312	17 466	20 088	22 185	22 293	23 340	24 216	24 439	27 188	32 727	33 042
EMPLOIS											
A. Consommation intermédiaire	3 414	3 767	4 572	5 259	5 476	5 673	6 056	6 556	7 347	8 239	9 129
dont : Produits des industries agricoles et alimentaires	530	640	770	890	380	880	870	1 044	1 057	1 274	1 541
Energie - Eau	207	245	326	410	423	474	634	734	924	986	1 060
Matériaux de construction - Verre	12	15	18	22	30	30	33	34	37	60	52
Produits des industries mécaniques et électriques	50	60	75	90	95	100	100	100	115	136	155
Produits des industries chimiques et du caoutchouc	615	688	887	1 011	1 081	1 155	1 240	1 262	1 465	1 689	1 896
Textiles, habillement et cuirs ...	180	190	250	260	200	195	210	210	230	233	260
Bois, papier et industries diverses	8	9	10	11	12	13	14	15	16	19	23
Transports et télécommunications	82	90	111	125	135	146	155	157	183	212	237
Autres services	1 730	1 830	2 125	2 440	2 620	2 680	2 800	3 000	3 320	3 630	3 905
B. Valeur ajoutée brute	11 898	13 699	15 516	16 926	16 817	17 667	18 160	17 883	19 841	24 488	23 913
Total des emplois (A + B)	15 312	17 466	20 088	22 185	22 293	23 340	24 216	24 439	27 188	32 727	33 042

(1) Séries établies sur la base comptable 1956.

(2) Comprend : Commercialisation + Autoconsommation ± Variation des stocks.

TABLEAU 19 B

**Principaux éléments du compte de production de la branche 010 :
Produits de l'agriculture et de la sylviculture Années 1959 à 1966 (1)**

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs courants.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
RESSOURCES								
Production (2)	32 801	36 872	37 220	42 828	45 081	45 825	48 970	51 530
Dont : Variation de stock à la propriété	+ 576	+ 896	— 911	+ 1 461	— 31	— 174	+ 607	— 27
EMPLOIS								
A. Consommation intermédiaire	7 767	8 230	8 953	10 154	11 050	12 124	13 103	14 319
dont :								
Produits des industries agricoles et alimentaires	1 640	1 690	1 792	2 340	2 549	2 668	3 086	3 551
Energie - Eau	938	964	996	1 037	1 079	1 100	1 120	1 143
Matériaux de construction	52	38	41	48	46	57	70	72
Produits des industries mécaniques et électriques	416	468	504	551	601	632	658	686
Produits des industries chimiques et du caoutchouc ..	2 087	2 212	2 514	2 804	3 043	3 581	3 719	4 020
dont : engrais	1 830	1 928	2 196	2 489	2 699	3 178	3 293	3 456
Textiles, habillement et cuirs	188	173	168	170	197	216	182	174
Bois, papier et industries diverses	51	55	59	60	63	65	69	71
Transports et télécommunications	94	98	107	116	125	134	144	154
Autres services	2 301	2 532	2 772	3 028	3 347	3 671	4 055	4 448
dont : Bâtiment et travaux publics	330	360	405	454	504	560	609	655
Entretien du matériel	781	892	985	1 076	1 221	1 349	1 514	1 670
B. Valeur ajoutée brute	25 034	28 642	28 267	32 674	34 031	33 701	35 867	37 211
Total des emplois (A + B)	32 801	36 872	37 220	42 828	45 081	45 825	48 970	51 530

(1) Séries établies sur la base comptable 1959.

(2) Comprend : Commercialisation + Autoconsommation ± Variation des stocks.

TABLEAU 20 A

**Evolution de la valeur ajoutée brute par branche, en indice de volume
et en pourcentage de la production intérieure brute
Années 1949 à 1959 (1)**

Source : I.N.S.E.E.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Indices de volume : base 100 en 1956 :											
Valeur ajoutée brute de la branche Agriculture et sylviculture	83,1	97,1	94,2	96,4	104,3	111,4	111,3	100	108,7	109,1	114,3
Valeur ajoutée brute de la branche Industries agricoles et alimentaires	69,3	73,1	82,1	83,1	84,1	87,4	91,5	100	99,8	101,1	100,8
Production intérieure brute	70,3	75,8	80,7	82,6	85,1	89,8	95,1	100	106,4	109,2	112,5
Pourcentages de la production intérieure brute aux prix courants :											
Agriculture et sylviculture	15,36	15,28	14,16	13,19	12,60	12,52	12,00	10,74	10,61	11,43	10,23
Industries agricoles et alimentaires	9,86	10,30	9,57	8,94	8,79	8,44	7,72	7,98	7,31	7,08	7,19

(1) Base comptable 1956.

TABLEAU 20 B

**Evolution de la valeur ajoutée brute par branche, en indice de volume
et en pourcentage de la production intérieure brute
Années 1959 à 1966 (1)**

Source : I.N.S.E.E.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Indices de volume : Base 100 en 1959 :								
Valeur ajoutée brute de la branche Agriculture et sylviculture .	100,0	111,8	105,6	115,6	112,5	113,7	120,6	119,0
Valeur ajoutée brute de la branche Industries agricoles et alimentaires	100,0	101,9	105,8	108,9	112,7	116,3	118,0	126,3
Production intérieure brute	100,0	108,0	112,9	120,7	127,4	135,3	140,9	148,1
Pourcentages de la production intérieure brute au prix courants :								
Agriculture et sylviculture	10,5	10,8	9,9	10,2	9,7	8,7	8,7	8,3
Industries agricoles et alimentaires	7,3	6,8	6,8	6,7	6,6	6,7	6,6	6,4

(1) Base comptable 1959.

TABLEAU 21

Compte d'exploitation de la branche 010 : Produits de l'agriculture et de la sylviculture
Années 1959 à 1966 (1)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs courants.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
RESSOURCES								
Valeur ajoutée brute	25 034	28 642	28 267	32 674	34 031	33 701	35 867	37 211
Subventions d'exploitation	98	112	204	251	413	361	258	289
Total	25 132	28 754	28 471	32 925	34 444	34 062	36 125	37 500
EMPLOIS								
Salaires bruts	3 100	3 130	3 170	3 260	3 520	3 805	3 958	4 117
Cotisations sociales des employeurs	393	430	482	548	630	690	740	790
Intérêts	147	168	204	250	325	396	500	600
Fermages et métayages	1 650	1 750	1 860	1 930	2 000	2 000	2 040	2 090
Impôts indirects	531	657	721	789	861	910	980	1 030
Assurances I.A.R.D.	440	500	550	600	650	695	715	745
Résultat brut d'exploitation (optique production) (2)	18 871	22 119	21 484	25 548	26 458	25 566	27 192	28 128
Total	25 132	28 754	28 471	32 925	34 444	34 062	36 125	37 500

(1) Séries établies sur la base comptable 1959.

(2) Le résultat brut d'exploitation ci-dessus est établi dans l'optique de la production (compte tenu des variations de stocks à la propriété). On passe au résultat brut d'exploitation dans l'optique de la commercialisation en excluant les variations de stocks.

— 125 —

TABLEAU 22

Formation brute de capital fixe dans la branche 010 : Produits de l'agriculture et de la sylviculture
Années 1959 à 1966 (1)

Source : Statistiques agricoles 1967.

Unité : million de francs courants.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Bâtiments neufs et gros entretien	490	539	622	701	780	900	979	1 029
Achats de matériels et de machines agricoles	2 223	2 190	2 609	2 526	2 871	3 300	3 381	3 659
Achats de véhicules	245	281	303	348	385	398	413	486
Ouvrages en bois	88	89	82	82	82	92	96	100
Autres matériels	174	172	202	210	240	273	259	280
Total de la branche Agriculture et sylviculture	3 220	3 271	3 818	3 867	4 358	4 963	5 128	5 554

(1) Séries établies sur la base comptable 1959.

TABLEAU 23 A
Evolution de la formation brute de capital fixe par branche
Années 1949 à 1959 (1)

Source : I.N.S.E.E.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Indices de volume : Année précédente = 100											
F.B.C.F. branche Agricul., sylv.	//	98,9	100,6	99,9	100,6	112,0	118,9	113,3	111,6	99,4	90,1
F.B.C.F. branche Indust. agric. et alimentaires	//	120,7	112,0	65,8	98,8	90,0	115,1	96,7	121,2	88,7	110,1
F.B.C.F. ensemble des entrepris. non financières	//	99,2	102,1	90,1	98,7	104,4	112,6	111,1	112,9	105,2	102,0
Formation brute de capital fixe en % de la F.B.C.F. des entre- prises non financières :											
Branche Agriculture, sylvicul.	8,8	8,8	8,6	9,7	9,9	10,9	11,4	11,5	11,2	10,7	9,9
Branche Industries agricoles et alimentaires	5,0	5,6	6,7	5,0	5,1	4,3	4,3	3,7	4,0	3,4	3,6

(1) Base comptable 1956.

— 126 —

TABLEAU 23 B
Evolution de la formation brute de capital fixe par branche
Années 1959 à 1966 (1)

Source : I.N.S.E.E.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Indices de volume : Année précédente = 100 :								
F.B.C.F. de la branche Agriculture et sylviculture	//	99,2	113,2	97,9	108,1	111,0	100,9	...
F.B.C.F. de la branche Industries agricoles et alimentaires ..	//	107,3	107,7	108,5	113,4	99,0	103,2	...
F.B.C.F. de l'ensemble des entreprises non financières	//	108,5	111,5	107,9	107,3	107,4	102,3	...
Formation brute de capital fixe en % de la F.B.C.F. des entre- prises non financières :								
Branche Agriculture et sylviculture	9,2	8,5	8,6	7,8	7,9	8,1	8,0	7,9
Branche Industries agricoles et alimentaires	3,6	3,5	3,4	3,5	3,6	3,4	3,4	...

(1) Base comptable 1959.

TABLEAU 24

**Indices du volume du commerce extérieur
(Ensemble « Etranger et Zone Franc »)**

Unité : Indices 100,
bases 1959, 1956 et 1961

Source : I.N.S.E.E.

Années	Alimentation, boissons, tabacs		Ensemble des produits	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
1949	100	100	100	100
1950	152	112	135	104
1951	169	111	156	118
1952	138	120	135	116
1953	143	120	142	117
1954	218	122	165	126
1955	277	133	190	134
1956	239	153	170	166
1957	100	100	100	100
1958	121	97	110	106
1959	105	107	115	105
1960	113	104	138	103
1961	157	109	161	123
1962	195	104	170	133
1963	100	100	100	100
1964	92,4	117,2	101,4	113,5
1965	105,6	119,4	109,9	130,2
1966	113,7	133,6	117,8	147,5
1967	127,5	134,5	130,5	148,7
1968	134,2	140,1	137,8	169,3
1969	136,4	134,4	144,9	177,5

TABLEAU 25

**Exportation de produits alimentaires
en pourcentage
de la valeur totale des exportations
(Commerce spécial, or inclus)**

Source : Direction générale des douanes et droits indirects.

Années	Alimentation humaine % des exportations	Années	Alimentation, boissons, tabacs % des exportations
1938	14,3	1956 (1)	14,0
1946	18,7	1957	15,0
1947	14,3	1958	13,0
1948	11,6	1959	12,0
1949	12,6	1960	13,2
1950	14,9	1961	14,7
1951	12,5	1962	14,0
1952	11,1	1963	15,5
1953	11,2	1964	16,0
1954	13,5	1965	15,9
1955	14,8	1966	15,8
1956	14,0	1967	15,5

(1) Nouvelle nomenclature générale des produits du 1^{er} janvier 1956.

TABLEAU 26 A

Evolution de la consommation des ménages : Fonction alimentation Années 1949 à 1959 (1)

Source : I.N.S.E.E.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Alimentation : Millions de francs aux prix courants	25 289	29 216	33 494	38 227	39 820	41 339	43 263	46 655	49 677	57 745	60 564
Alimentation en % de la consommation des ménages (sur valeur en francs 1956)	41,9	42,3	41,0	40,8	41,2	40,9	40,1	38,7	37,8	38,1	37,7
Indices de volume : base 1949 :											
Consommation totale des ménages	100	106,2	113,9	117,4	122,2	127,2	135,1	142,5	150,1	151,6	154,9
dont :											
Alimentation	100	107,2	111,6	114,4	120,4	124,3	129,4	131,9	135,6	136,8	139,6
dont :											
Produits à base de céréales ..	100	101,5	108,0	106,9	111,2	112,6	112,3	116,2	118,3	117,4	117,6
Légumes et fruits	100	107,8	108,5	110,1	112,7	110,2	117,6	111,9	119,0	126,7	127,4
Viande, volailles, œufs, poissons	100	103,2	106,7	114,8	123,3	130,2	136,8	140,0	142,2	143,2	149,4
Produits laitiers et corps gras	100	116,0	122,3	118,8	126,1	133,3	137,8	141,4	145,9	150,4	151,2
Produits d'alimentation divers	100	106,7	113,3	116,4	129,1	137,6	142,8	159,3	167,1	165,9	167,2
Boissons	100	111,9	117,4	120,4	122,7	124,8	130,1	133,3	135,4	129,4	132,1

(1) Séries établies sur la base comptable 1956.

TABLEAU 26 B

Evolution de la consommation des ménages : Fonction alimentation Années 1959 à 1966 (1)

Source : I.N.S.E.E.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Alimentation : Millions de francs aux prix courants (2)	62 249	67 340	71 319	78 090	84 861	89 677	93 940	99 626
Alimentation en % de la consommation des ménages (calculé sur valeur en francs 1959)	37,7	37,1	36,1	35,2	33,9	33,3	33,0	32,3
Indices de volume, base 1959 :								
Consommation totale des ménages	100	105,5	111,3	119,2	127,6	133,5	138,4	144,9
dont :								
Alimentation	100	103,8	107,0	111,3	114,8	117,9	120,8	124,1
dont :								
Produits à base de céréales	100	101,8	104,8	109,8	112,5	114,7	116,6	118,3
Légumes	100	102,7	103,8	106,6	109,2	110,1	111,6	112,7
Fruits	100	107,9	112,5	117,6	123,3	132,1	136,8	137,9
Viandes, volailles, œufs, poisson	100	104,2	108,1	112,9	115,2	116,7	119,8	124,8
Lait et fromages	100	103,5	106,1	110,0	112,8	117,4	121,3	127,2
Corps gras	100	103,4	105,7	108,4	111,6	115,6	118,5	121,6
Produits d'alimentation divers	100	104,7	112,1	120,2	127,4	129,9	134,8	137,7
Boissons	100	103,5	105,3	108,5	113,9	118,9	121,3	123,0

(1) Séries établies sur la base comptable 1959.

(2) Les denrées et boissons consommées dans les établissements hospitaliers et scolaires, ainsi que dans les cafés, restaurants et cantines ne sont pas comprises dans la fonction alimentation, mais dans les fonctions « hygiène et santé » et « hôtels, cafés, restaurants et divers ».